

La nouvelle force d'opposition roumaine mise au ban

Roumanie L'enregistrement du parti pour les élections européennes a été refusé.

La nouvelle a eu l'effet d'une bombe en Roumanie, un pays dont les dérives illibérales et les atteintes aux valeurs européennes sont devenues le nouveau casse-tête de l'Union. Ce jeudi, le Bureau électoral central a rejeté la demande d'inscription aux élections européennes de la nouvelle force d'opposition "Alliance 2020 USR Plus", au motif que ses dirigeants n'étaient pas inscrits au registre des partis politiques.

"C'est une décision politique prise sous la pression du régime corrompu instauré par Liviu Dragnea (leader du Parti social-démocrate, PSD, au pouvoir, Ndlr)", a réagi l'Alliance dans un communiqué. "Depuis l'annonce de notre entrée en politique, nous sommes la cible des plus sales attaques", s'est aussi indigné l'ex-commissaire européen

et ancien Premier ministre technocrate Dacian Ciolos.

Une alternative libérale

En février, son parti Plus s'est allié à l'Union sauvez la Roumanie (USR), née en 2016 et devenue lors des élections de la même année la troisième force politique du pays. Ensemble, ils ambitionnent d'apporter une réelle alternative libérale, européenne à une gauche populiste qui multiplie les diatribes eurosceptiques et les réformes controversées de la justice.

"C'est un signal clair du début d'une coagulation des forces d'opposition", avait expliqué

M. Ciolos lors de la naissance de l'alliance USR-Plus. Jusqu'ici, le PSD a profité d'une opposition faible, divisée, peu ancrée dans les régions rurales. S'il resterait le premier parti lors des européennes de mai, selon un sondage publié par Europa FM, l'"Alliance 2020 USR Plus" affiche déjà 12,5 % des intentions de vote.

D'aucuns suspectent donc les sociaux-démocrates de vouloir tuer dans l'œuf cette menace politique. Le PSD a aussitôt démenti ces accusations, appelant l'USR et Plus à "arrêter de blâmer les autres pour leur propre incompetence" et leur échec à respecter les démarches nécessaires.

En réalité, leur demande d'enregistrement a été déposée devant le tribunal mais est restée jusqu'ici lettre morte. "Malgré tous les obstacles qu'ils mettront sur notre chemin, nous ne nous arrêterons pas", a déclaré l'Alliance USR-Plus, s'appêtant à contester la décision du Bureau électoral devant la Haute Cour.

M.U.

**L'Alliance 2020
USR Plus
dénonce une
décision
politique.**